



**PRÉFET
DE LA RÉGION
NORMANDIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Décision relative à la réalisation d'une évaluation environnementale prise en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, après examen au cas par cas du projet de boisement de terres agricoles sur la commune de Saint-Sauveur-le-Vicomte (Manche)

**LE PRÉFET DE LA RÉGION NORMANDIE,
PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2, R. 122-3 et R. 122-6 ;
- vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de Monsieur Jean-Benoît ALBERTINI en qualité de préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- vu l'arrêté préfectoral n° SGAR/25-089 du 02 octobre 2025 portant délégation de signature à Madame Claire GRISEZ, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie ;
- vu la décision en vigueur portant subdélégation de signature à Madame Sandrine PIVARD, directrice régionale adjointe de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie ;
- vu la demande d'examen au cas par cas n° 2026-20762, relative au projet de boisement de 3,2 hectares de terres agricoles sur la commune de Saint-Sauveur-le-Vicomte (Manche), déposée par Monsieur Sébastien LAJOIE, et reçue complète le 10 juillet 2026 ;
- vu la contribution de l'agence régionale de santé de Normandie en date du 17 juillet 2026 ;
- vu la contribution de la direction départementale des territoires et de la mer de la Manche en date du 15 juillet 2026 ;

Considérant la nature du projet qui consiste à boiser 3,2 ha de terres agricoles à des fins de production de bois d'œuvre, sur la commune de Saint-Sauveur-le-Vicomte, dans le département de la Manche ;

Considérant que le projet relève de la rubrique 47 c) concernant « *les premiers boisements et déboisements en vue de la reconversion de sols* » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement, pour laquelle un examen au cas par cas est prévu afin de déterminer si la réalisation d'une évaluation environnementale est nécessaire ;

Considérant que le projet prévoit en phase de travaux :

- la préparation du sol uniquement sur les rangs de plantation par sous-solage ;
- la plantation de chênes rouges d'Amérique (25%), de douglas (25%), de chênes sessiles (22,5%), de chênes chevelu (15,5%), de charmes communs (3%), d'érable sycomore (3%), et d'aulnes glutineux (3%), pour une densité comprise entre 1 200 et 1 400 plants par hectare ;
- un mélange aléatoire des différentes essences dans la plantation ;
- la plantation manuelle des plants ;

- la pose de protection individuelle contre le gibier pour chaque plant ;
- la préservation des haies et lisières boisées existantes avec une distance de 6 m entre les premiers rangs de plants et les haies en périphérie des parcelles ;

Considérant que la phase d'exploitation prévoit :

- une première éclaircie en 2046, une seconde en 2054 et une troisième en 2062 ;
- l'élaboration et la mise en œuvre d'un code de bonnes pratiques sylvicoles, approuvé par le centre régional de la propriété forestière ;
- l'absence de recours à des produits phytosanitaires ;

Considérant que le site du projet se trouve :

- sur les parcelles agricoles cadastrées AB62 et AC08, identifiées comme parcelles en exploitation pour des cultures de maïs grain et ensilage ainsi que d'orge en 2024, sur la commune de Saint-Sauveur-le-Vicomte (Manche) ;
- au sein du parc naturel régional « *Marais du Cotentin et du Bessin* » ;
- en dehors de tout site Natura 2000, le plus proche étant à environ 5,1 km avec la zone spéciale de conservation (ZSC) « *Marais du Cotentin et du Bessin-Baie des Veys* » ainsi que la zone de protection spéciale (ZPS) « *Basses Vallées du Vallée du Cotentin et Baie des Veys* » ;
- à environ 20 m de la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (Znieff) de type II « *Forêt de Saint-Sauveur et Landes du Mont de Besneville* » (250008426), et à environ 5,1 km de la Znieff de type I « *Marais de la Moyenne-Vallée de la Douve* » (250020043) ;
- à environ 2 km du site RAMSAR « *Marais du Cotentin et du Bessin-Baie des Veys* » ;
- partiellement au sein d'un milieu faiblement prédisposé à la présence de zones humides (au niveau de la bordure nord, ouest et sud-ouest ainsi que de l'extrémité est de la parcelle AC08) ;
- en périphérie directe d'un cours d'eau au niveau du nord-ouest de la parcelle AC08 ;
- en dehors de toute zone couverte par un arrêté de protection de biotope (APB), le plus proche étant à environ 6,2 km avec le « *Marais de Sangsurière – Niveau d'eau du Gorget* » (FR3800071) ;
- en dehors de tout site inscrit ou classé ;
- au sein d'un corridor boisé de matrice robuste, sensible à la fragmentation pour ce qui concerne la parcelle AB62 et au sein d'un corridor humide de matrice fragile, fortement sensible à la fragmentation en ce qui concerne la parcelle AC08, tous identifiés par le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de Normandie, approuvé le 2 juillet 2020, modifié le 28 mai 2024 ;

Considérant que l'impact sur les zones faiblement prédisposées à la présence de zones humides sur la parcelle AC08 restera limité, du fait d'une part de la distance de 6 m entre les premiers rangs des plants et la périphérie de l'emprise, et que d'autre part de l'absence de boisement des parties ouest, nord-ouest et sud-ouest ; que la périphérie de la parcelle en contact avec le cours d'eau se situe hors zone de plantation ;

Considérant que le projet va venir renforcer le corridor boisé existant par le recours à des essences indigènes et diversifiées ;

Considérant que le projet sera réalisé en tenant compte de la période de nidification allant du mois de mars au mois d'août, afin de ne pas perturber les espèces durant cette période ;

Considérant que la zone exposée au risque inondation reste limitée ;

Considérant ainsi qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis et des considérations mises en avant par le pétitionnaire pour la réalisation de son projet, celui-ci n'apparaît pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et la santé humaine ;

DÉCIDE

Article 1^{er}

Le projet qui consiste à boiser 3,2 hectares de terres agricoles, sur la commune de Saint-Sauveur-le-Vicomte (Manche), **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations et des procédures administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas serait exigible si les éléments de contexte ou les caractéristiques du projet présentés dans la demande examinée venaient à évoluer de manière significative.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le portail de l'évaluation environnementale : <https://evaluation-environnementale.ecologie.gouv.fr>

Fait à Rouen, le **04 AOUT 2026**

Pour le préfet de la région Normandie et par délégation,
La directrice régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement,



Claire GRISEZ

1°) Cas d'une décision soumettant à évaluation environnementale

Les recours gracieux, hiérarchique ou contentieux sont formés dans les conditions du droit commun. Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire. Il peut être gracieux ou hiérarchique et doit être formé dans un délai de deux mois suivant la mise en ligne de la présente décision. Un tel recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux doit être adressé à :

Monsieur le préfet de la région Normandie
Secrétariat général pour les affaires régionales
7 place de la Madeleine
CS16036
76 036 ROUEN CEDEX

Nota : Le recours gracieux doit être déposé via le téléservice de l'évaluation environnementale (sur lequel la demande d'examen au cas par cas a été déposée initialement) accessible à l'adresse suivante : <https://evaluation-environnementale.ecologie.gouv.fr/>

Le recours hiérarchique doit être adressé à :

Madame la ministre chargée de la Transition écologique
Ministère de la Transition écologique
Hôtel de Roquelaure
246 boulevard Saint-Germain
75 007 PARIS

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique. Il doit être adressé au :

Tribunal administratif de Rouen
53 avenue Gustave Flaubert
76 000 ROUEN

Ce dernier peut être également saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site www.telerecours.fr

2°) Cas d'une décision dispensant d'évaluation environnementale

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire :

- elle peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet, en application des dispositions de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration ;
- elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux direct ; comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisant le projet.

Dans ce cas, le recours gracieux doit être adressé à :

Monsieur le préfet de la région Normandie
Secrétariat général pour les affaires régionales
7 place de la Madeleine
CS16036
76 036 ROUEN CEDEX

Nota : Il peut être déposé préférentiellement par courriel à l'adresse suivante : pee.seclad.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr, ou par voie postale à l'adresse susmentionnée.

Le recours contentieux doit être adressé auprès du tribunal administratif territorialement compétent pour connaître du recours contentieux contre l'acte relatif à l'autorisation (cf. article R. 312-1 du code de justice administrative). Le recours contentieux doit, de façon obligatoire ou facultative, être déposé via l'application informatique ou le téléservice dédié (<https://www.telerecours.fr/>), dans les cas définis par le code de justice administrative (articles R.414-1 et suivants).